

ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE

-----  
Commission de l'économie,  
des finances, du budget et  
de la fonction publique  
-----

N° 66 - 2019

Papeete, le 17 JUIN 2019

**RAPPORT**

relatif à un projet de délibération instituant une indemnité de sujétions financières au profit des agents du service du contrôle des dépenses engagées,

présenté au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique,

par Messieurs les représentants Nuihau LAUREY et Antonio PEREZ

---

Document mis  
en distribution

Le 17 JUIN 2019

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 3024/PR du 9 mai 2019, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération instituant une indemnité de sujétions financières au profit des agents du service du contrôle des dépenses engagées.

Il s'agit de donner suite au récent arrêté n° 241 CM du 21 février 2019 portant création et organisation du service du contrôle des dépenses engagées (CDE).

Avant cette date, et depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté n° 1840 CM du 12 décembre 2013, ce service était en effet intégré à la direction du budget et des finances (DBF) et en constituait une section déconcentrée sur l'archipel des îles du Vent.

Outre son *autonomie fonctionnelle*, le gouvernement a voulu redonner au contrôle des dépenses engagées l'*autonomie administrative* que requiert cette mission spécifique de vérification, qui concourt à l'utilisation fondée et optimale des deniers publics par les services et établissements publics administratifs du Pays.

Il a par ailleurs souhaité permettre aux différents interlocuteurs du CDE (ministères, services, établissements publics administratifs...) d'avoir une meilleure visibilité des différentes fonctions (consultatives, budgétaires et financières).

Il faut préciser qu'il ne s'agit pas d'une véritable création d'un service administratif puisque tous les moyens affectés à la section du contrôle des dépenses engagées de la direction du budget et des finances ont été transférés au nouveau service du CDE : le personnel, les moyens matériels et mobiliers.

S'agissant du régime indemnitaire, lorsqu'ils étaient en fonctions au sein de la DBF, les agents qui relèvent aujourd'hui du nouveau service du CDE, bénéficiaient, au même titre que leurs collègues, d'une indemnité de sujétions financières (ISF) instituée par la délibération n° 2003-65 APF du 15 mai 2003.

Leur transfert dans ce nouveau service a pour conséquence de mettre fin au versement de cette ISF.

Aussi, compte tenu de la poursuite de leurs missions et des tâches qui leurs sont attribuées, il est prévu de maintenir au bénéfice des agents qui relèveront dorénavant du service du CDE, l'indemnité de sujétions financières qu'ils percevaient jusqu'alors.

Cette indemnité est exactement à l'identique de celle en vigueur à la direction du budget et des finances, tant dans son assiette et son montant, que dans ses conditions d'octroi et ses modalités de versement : son montant global à répartir entre les agents est égal à 2,5 fois la rémunération mensuelle brute qui leur est versée, avec une minoration de 10 %.

Du fait du transfert à droit constant, l'enveloppe financière allouée à l'ISF reste inchangée. Sur la base du coût généré au premier semestre 2018, le coût annuel de l'indemnité est évalué à 29 248 214 CFP à répartir entre les 28 agents actuellement affectés au CDE.

L'entrée en vigueur du texte est prévue au 1<sup>er</sup> juillet 2019.

A titre transitoire, pour le second semestre 2019, afin de tenir compte de la scission du CDE et de la direction du budget et des finances, le montant global de l'indemnité à répartir sera augmenté de 1,7 fois la rémunération mensuelle brute (soit 4,2). Cette disposition sera appliquée lors du versement semestriel intervenant au mois de janvier 2020, pour un montant évalué à 8,4 millions de FCFP.

\*  
\* \*

*Examiné en commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique le 13 juin 2019, le projet de délibération instituant une indemnité de sujétions financières au profit des agents du service du contrôle des dépenses engagées a recueilli un vote favorable de ses membres.*

*En conséquence, la commission propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter le projet de délibération ci-joint.*

LES RAPPORTEURS

**Nuihau LAUREY**

**Antonio PEREZ**

**ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

-----  
NOR : CDE1900180DL

**DÉLIBÉRATION N°**

**/APF**

**DU**

---

instituant une indemnité de sujétions financières au profit des agents du service du contrôle des dépenses engagées

---

**L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée, portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 681 CM du 9 mai 2019 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° /2019/APF/SG du portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° du de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du

**A D O P T E :**

**Article 1<sup>er</sup>.**- Il est institué une indemnité de sujétions financières (ISF) au profit des agents affectés au service du contrôle des dépenses engagées.

Cette indemnité est versée à compter de la prise de fonction de l'agent et durant toute la période d'affectation dans le service. Cette indemnité est suspendue pendant les périodes de mise à disposition ou de disponibilité.

**Article 2.-** Le montant global de l'indemnité à répartir entre les agents est égal à 2,5 fois la rémunération mensuelle brute versée aux agents du service du contrôle des dépenses engagées.

Le chef de service ne bénéficie pas de l'indemnité de sujétions financières et sa rémunération est exclue de l'assiette pour le calcul du montant global de l'indemnité à verser aux agents.

Ce montant global est minoré de 10 %.

**Article 3.-** La masse définie à l'article 2 ci-dessus est répartie entre les agents proportionnellement à la rémunération brute effectivement perçue chaque semestre.

La part revenant à un agent peut être réduite ou augmentée dans la proportion maximum de 50 % pour tenir compte de la manière de servir et des sujétions particulières du poste occupé. Cette réduction ou augmentation est effectuée par application d'un pourcentage d'abattement ou de majoration sur la rémunération servant de base à la répartition.

Sont déduites de l'indemnité de sujétions financières les sommes perçues au titre de l'indemnité pour travaux supplémentaires.

**Article 4.-** La présente délibération est applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

**Article 4-1.-** À titre transitoire et uniquement au titre du second semestre 2019, le montant global de l'indemnité prévue à l'alinéa 1 de l'article 2 de la présente délibération est égal à 4,2 fois la rémunération mensuelle brute versée aux agents du service du contrôle des dépenses engagées. Cette disposition est appliquée lors du versement semestriel intervenant au mois de janvier 2020.

**Article 5.-** Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*La secrétaire,*

Béatrice LUCAS

*Le président,*

Gaston TONG SANG